



**HAL**  
open science

# Les Recrutements de l'Armée Française dans la Corne de l'Afrique

Laurent Jolly

► **To cite this version:**

Laurent Jolly. Les Recrutements de l'Armée Française dans la Corne de l'Afrique. Mambo! , 2012, pp.1-3. halshs-00761225

**HAL Id: halshs-00761225**

**<https://shs.hal.science/halshs-00761225>**

Submitted on 5 Dec 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# MAMBO!

Recent research findings in Eastern Africa

## Les Recrutements de l'Armée Française dans la Corne de l'Afrique *Laurent Jolly*

Volume X n° 4 - 2012

La République de Djibouti occupe une place particulière dans la Corne de l'Afrique comme dans l'imaginaire colonial français. Cette ancienne colonie devenue indépendante en 1977 abrite encore la plus grande base française hors du territoire national. Confirmée par la récente reconduite des accords de défense, cette présence militaire française n'est cependant plus exclusive. Pourtant cette colonie ne fut pas le résultat d'une conquête, la France ne fit stationner de façon permanente des troupes coloniales qu'à partir des années trente alors que la Côte Française des Somalis et la ville de Djibouti semblaient menacées par les ambitions de l'Italie mussolinienne en Ethiopie. C'est à partir de cette époque que la ville devient pour beaucoup de Français une «ville garnison» alors qu'elle fut dès l'origine de sa création une cité comptoir, une escale sur la route de Madagascar ou de l'Indochine et un débouché

du commerce extérieur éthiopien grâce au chemin de fer la reliant à Addis Abeba depuis 1917. Ville d'essence coloniale, son influence dans la région fut beaucoup plus large que les frontières de la Côte Française des Somalis attirant à elle une population bigarrée composée d'Arabes du Yémen, d'Européens



*Tirailleurs Somalis décorés de la Grande Guerre posant dans le jardin du palais du gouverneur en 1934*

Source : DEROO, Eric & CHAMPEAUX, Antoine. 2006. *La Force noire. Gloire et infortunes d'une légende coloniale*. Paris, Tallandier

de France, de Grèce ou d'Italie, mais aussi de Somalis originaires de la colonie voisine britannique, ou encore de populations appartenant à l'Éthiopie actuelle et du subcontinent indien.

Ces généralités ne sont pas les seules traces de la présence française dans la Corne de l'Afrique. Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la France ancrée à Djibouti recruta des «tirailleurs» qui servirent lors de la conquête de Madagascar et plus encore en métropole durant les deux conflits mondiaux. Après 1945, les recrues de la Côte française des Somalis (ou Territoire des Afars et des Issas à partir de 1967) servirent lors des opérations de répression sur la Grande Ile (Madagascar) ou encore en Algérie. Ces recrutements se poursuivirent jusqu'à la veille de l'indépendance, et concernèrent environ 8000 hommes durant toute la période coloniale. Ce chiffre est très inférieur aux dizaines de milliers de tirailleurs recrutés dans les autres parties de l'empire français en Afrique, les «tirailleurs somalis» ont peu compté dans les effectifs de la «Force noire» contrairement aux «tirailleurs sénégalais» ou «malgaches». Mais ces recrutements doivent être considérés au regard de la population de la colonie et de leurs spécificités. Dans cette partie de l'empire, jamais la conscription obligatoire ne fut instaurée, tous les engagés ont été des volontaires. Si la France a su attirer des hommes pour qui devenir «askari» (soldat) était honorable, ces mêmes individus ont instrumentalisé le métier des armes pour leurs stratégies individuelles. Cette expérience a été pour beaucoup un vecteur du changement social et culturel, ce que Marc Michel a désigné par l'expression «aventure ambiguë»

dans son étude sur les tirailleurs sénégalais de la Grande Guerre.

Le travail en cours sur ces recrues de l'armée française dans la Corne de l'Afrique s'appuie sur des archives écrites et orales. Aux archives coloniales et militaires classiques, s'ajoutent les livrets individuels de ces hommes détenus au Bureau Central des Archives Administratives Militaires (BCAAM) de Pau. Après avoir sélectionné les années les plus significatives de ces recrutements, 25% des livrets ont été choisis de façon aléatoire. Ainsi 1310 livrets, de la période entre 1916 et la fin des années soixante, ont été étudiés, permettant d'appréhender le profil sociologique de ces recrues et son évolution sur une période relativement longue. L'étude révèle le caractère largement exogène de ces recrutements jusqu'à la seconde guerre mondiale et les migrations régionales en direction de la cité comptoir créée en 1888. Les différents recrutements ont attiré de jeunes hommes originaires du Yémen (en particulier du littoral de la mer rouge et d'Aden), mais surtout

du Somaliland britannique voisin. Peu développé, ce protectorat britannique a été le réservoir principal de la main d'œuvre somalie employée à Djibouti, et plus encore des recrues de l'armée française.

Certains clans somalis sont particulièrement représentés, certains lignages se sont plus impliqués que d'autres dans ces migrations circulaires se dirigeant vers Djibouti. Dès le début du peuplement de la ville coloniale, les lignages les premiers installés en ville ont servi de relai pour tous les membres du même lignage désireux de trouver un emploi temporaire ou pas. Ce phénomène classique des migrations a été renforcé par le choix délibéré du colonisateur de faire appel pour sa sécurité à des communautés étrangères à la colonie peuplée de pasteurs Issas (Somalis) et Afars. Les engagements dans l'armée étant pour la plupart contractés «pour la durée de la guerre», le pasteur nomade somali trouvait dans l'armée une occupation qu'il jugeait compatible avec ses propres représentations



*Ethiopie, 1942 : retour d'exercice d'un détachement de FFL de la Côte Française des Somalis*

*Source : Service Historique de la Défense*

«guerrières» (facteur culturel) et limitée dans le temps : moins de 20% des recrues se rengagent après leur retour de métropole à la fin des deux guerres mondiales, l'armée n'a donc pas été pour la plupart un choix professionnel de longue durée. S'agit-il pour autant d'une forme de mercenariat? En apparence on pourrait le croire, un certain nombre de ces recrues s'engage d'une armée coloniale à l'autre, certaines fratries sont partagées entre deux armées coloniales parfois hostiles. Mais la grande majorité sont des pasteurs éleveurs, des précaires de la situation coloniale, et les recrutements doivent être mis en relation avec les sécheresses, et épizooties récurrentes qui frappent la région. Les facteurs explicatifs de ces engagements sont plus certainement liés à la volonté d'échapper aux rigueurs de la vie pastorale dans la Corne, à l'absence de qualification et aux représentations d'un emploi «honorable» pour ces pasteurs.

Au tournant de la Seconde Guerre Mondiale, les populations de la colonie se tournent plus volontiers vers l'armée, et les autorités françaises leur accordent une priorité jusque là refusée. Soucieuse de maintenir la paix sociale dans une colonie touchée par la baisse d'activité de son port (crises de Suez, concurrence des ports érythréens devenus éthiopiens), l'armée devient à partir des années cinquante un refuge pour les jeunes sans emplois de la colonie. La délimitation des frontières, l'établissement d'un état civil tout comme l'accession à l'indépendance des colonies européennes environnantes, restreignent les recrutements aux ressortissants du territoire. La gestion ethnique des candidats se poursuit, mais en accordant

cette fois une place privilégiée aux jeunes Afars et Issas. Ces jeunes sont pour la plupart «sans emploi», soulignant le recul du pastoralisme, ou la volonté de plus en plus affirmée de rejoindre la ville. La plupart des engagés font dorénavant le choix de rester dans l'armée le plus longtemps possible afin d'atteindre les quinze années indispensables pour bénéficier de la retraite militaire. Tout comme leurs prédécesseurs rengagés après les guerres en Europe, les recrues des dernières décennies de la colonisation ont constitué un groupe social à part entière. Accédant à un emploi stable, à une certaine considération et à des emplois réservés après leur temps dans l'armée, ces militaires participèrent à l'émergence d'une petite classe moyenne, l'étude de leur descendance révèle dans

nombre de cas des trajectoires sociales ascendantes.

Regroupés au sein d'associations, ces anciens militaires ont été pour certains des acteurs de la lutte pour l'indépendance, la plupart ont observé l'évolution politique du territoire sans s'engager véritablement. Mais tous sont aujourd'hui les témoins d'une époque révolue, celle durant laquelle l'influence de la ville de Djibouti et de la France s'étendait dans tout le nord de la corne de l'Afrique et par delà le détroit de Bab el Mandeb. Ni mercenaires, ni collaborateurs d'une puissance coloniale, ces hommes se sont accommodés de cette présence étrangère, l'ont instrumentalisée pour tenter de vivre dignement dans un contexte économique, politique et social en mutation.



« Maison du combattant », Djibouti : aide à la constitution d'un dossier de révision de pension. Février 2011

**Laurent Jolly** poursuit une thèse en Histoire à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, sur les tirailleurs somalis.

**MAMBO!** présente les travaux récents de chercheurs, doctorants ou étudiants en master associés à l'IFRA. Directeur de l'IFRA: Christian Thibon  
Mambo! est édité par Marie-Aude Fouéré et Amélie Desgropes

*Note: Les points de vue et analyses exprimés dans cet article n'engagent que l'auteur et aucunement l'IFRA.*